

La lettre du secteur auto



Un CSF en présence du ministre de l'Industrie

Par Valentin RODRIGUEZ

Le CSF s'est réuni à Bercy ce 10 novembre en présence du ministre de l'Industrie Roland Lescure, de Luc Chatel président de la PFA (plateforme de l'automobile) et des membres du bureau de la PFA ainsi que des organisations syndicales (FO - CFDT - CGT - CFE-CGC) et des représentants des services de l'Etat (DGE).

Ce format réduit en présence du ministre de l'Industrie (semble-t-il souhaité par le ministre) est parfait pour les échanges et les messages à passer. Priorité a été donnée aux représentants des organisations syndicales, et aux représentants des constructeurs par le biais de la PFA. Toutes les parties présentes ont pu s'exprimer, ce qui a permis à chaque OS de disposer du temps nécessaire pour exposer son point de vue et échanger avec le ministre.

Roland Lescure a d'abord pris la parole en rappelant rapidement la situation et les enjeux de la transition écologique, ainsi que les engagements pris par la France pour atteindre les objectifs de réduction de GES (gaz à effet de serre) selon le calendrier prévu. L'objectif des deux millions de VE fabriqués en France a été rappelé et Roland Lescure nous a demandé si les récentes annonces des constructeurs au salon de l'auto nous paraissaient suffisantes.

A été ensuite évoqué le sujet de la future norme euro 7, toujours pas définie, qui suscite beaucoup d'interrogations, notamment quant à sa faisabilité au regard des investissements nécessaires. Les représentants des constructeurs ont unanimement indiqué être désormais très engagés dans cette transition, avec de gros investissements dans les nouvelles technologies, même si les incertitudes liées aux récentes interventions de Thierry Breton sèment le trouble.

Les faits marquants du CSF du 10/11/22

2 MILLIONS DE
VÉHICULES FABRIQUÉS
EN FRANCE

FUTURE NORME EURO
7 PAS ENCORE
DÉFINIE

INVESTISSEMENTS
DANS LES NOUVELLES
TECHNOLOGIES

SOUTIEN À LA FILIÈRE
NUCLÉAIRE





Les acteurs du secteur ont besoin d'une feuille de route pérenne et stable. Les orientations d'avenir sont aujourd'hui essentiellement centrées sur les nouvelles technologies et, selon la PFA, la clause de revoyure ne permettra pas de retour en arrière à ce stade du calendrier et des débats.

Le ministre a répondu qu'il partageait cette analyse et que les interventions tardives sur le sujet n'étaient pas productives.

"Il faudra relocaliser plus de segment B"

L'INTERVENTION DE LA FÉDÉRATION

Nous nous sommes exprimés en rappelant tout d'abord que défendre l'industrie française constitue un des leitmotivs de FO Métaux.

Ce n'est pas un tabou pour nous : notre industrie, ce sont nos emplois. Nous avons ensuite évoqué quelques chiffres et faits : depuis les années 2000, l'industrie automobile a perdu pratiquement 100 000 emplois et si cette trajectoire ne subissait pas d'inflexion, on pourrait craindre une perte équivalente avec la transition écologique.

Cette transition, telle qu'elle est définie et présentée dans les textes de l'Union européenne, doit être socialement juste et équitable.

Inverser cette tendance de l'emploi dans notre industrie automobile ne sera véritablement réalisable qu'en présence d'une ambition encore plus affirmée du "made in France".

Selon nous, les annonces récentes des constructeurs sont encourageantes mais probablement insuffisantes pour atteindre l'objectif des deux millions de VE fabriqués en France.

Il faudra localiser et / ou relocaliser plus de segment B pour relever ces défis et parvenir à une transition acceptée et acceptable. Nous avons ensuite précisé qu'il ne fallait pas abandonner le moteur thermique et la norme Euro 7. A cet effet, nous avons demandé, par une lettre au président de la République, de prendre un temps de réflexion sur ces sujets, notamment au regard de la crise énergétique en cours et des enjeux en termes d'emploi.

Nous avons conclu notre intervention en évoquant le sujet des futures importations de véhicules chinois en Europe et en relevant que nous ne pouvions pas être les seuls au monde à respecter les règles de l'OCDE. Enfin, nous avons exprimé notre soutien à la filière nucléaire et à son développement : les émissions de carbone dans le monde sont essentiellement dues à la consommation d'énergies fossiles et à la production de l'électricité. En France, nous avons un atout considérable avec une production d'électricité décarbonée grâce au nucléaire, qui est une clé majeure pour réussir cette transition écologique.

Roland Lescure s'est montré réceptif sur ces remarques, notamment, sur les questions liées à l'emploi, auxquelles il répond par :

- des engagements de soutien financier de la filière;
- un partage de l'idée que nous devons réunir les conditions de fabrication des VE de segment B sur le sol français;
- et une forte mobilisation sur les accompagnements et la formation vers les nouveaux métiers.

M Roland LESCURE a également sollicité notre soutien pour la filière nucléaire.

La réunion s'est achevée vers 12h15 et nous avons transmis au ministre notre *Livre Blanc sur l'Auto* ainsi que notre dernier courrier envoyé au président de la République pour un moratoire sur les moteurs thermiques.



Présidée par le Premier ministre et le ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance et vice-présidée par Alexandre Saubot, président de France Industrie, cette instance interministérielle bénéficie d'une gouvernance tripartite comprenant les pouvoirs publics, les représentants des entreprises et des salariés de l'industrie.



Tels qu'illustrés dans l'infographie ci-dessus, les CSF sont une déclinaison du CNI par filière industrielle. FO siège dans ces instances et, pour le CSF auto, la Fédération y est représentée par le secrétaire fédéral en charge de l'automobile.

